

20-1901

— 85 —

## Séance d'ouverture. — 18 Novembre 1901.

PRÉSIDENCE DE M. CH. VIÉNOT, DOYEN D'ÂGE.

Sont présents : MM. Drollet, Goupil, Tati Salmon, Temarii, a Temarii, Viénot.

Sont absents : MM. Cardella, Coulon, Milland, Raouls, Ahnne excusé et Bonet malade.

Le fauteuil du Président est occupé par M. Cor, Secrétaire Général, ayant à sa droite M. Viénot, Président d'âge et à sa gauche M. Drollet, le plus jeune des conseillers généraux présents auquel est dévolue la fonction de secrétaire provisoire.

M. Viénot donne lecture d'une décision du Chef de la Colonie accréditant le Secrétaire Général pour procéder à l'ouverture de la session :

« Le Gouverneur des Établissements français de l'Océanie, Chevalier de la Légion d'honneur, Officier de l'Instruction publique,

« Vu l'article 24 du décret du 28 décembre 1885, instituant un Conseil général dans la colonie,

« DONNE DÉLÉGATION

à M. Henri Cor, Secrétaire Général, pour procéder à l'ouverture de la session ordinaire du Conseil Général, du 18 novembre courant.

« Papeete, le 12 novembre 1901.

« Signé : Édouard PETIT. »

*Le Secrétaire Général.* — Je regrette vivement, Messieurs, que par suite de l'absence d'une partie des membres de cette assemblée lundi dernier, le Gouverneur se soit vu dans l'impossibilité de procéder à l'ouverture de votre session ordinaire de 1902, comme il en avait l'intention et le désir. Je suis heureux d'ailleurs de constater que la faute n'en est pas aux membres présents aujourd'hui et qui avaient déjà tous répondu à la convocation du 11.

Ils ont au contraire fait preuve dans la circonstance d'une parfaite correction jointe à une haute courtoisie dont je les remercie au nom de M. le Gouverneur et au mien.

Par délégation, je déclare ouverte votre session ordinaire de 1902.

Je vais vous donner lecture du discours que vous adresse à cette occasion le Chef de la colonie :

MESSIEURS LES CONSEILLERS GÉNÉRAUX,

J'ai pu constater, en revenant à Tahiti après y avoir séjourné il y a déjà près de vingt ans, les progrès remarquables accomplis sous l'égide de la France dans cette colonie, si éloignée de la Métropole que sa véritable situation y est vraiment trop peu connue.

J'ai été à même d'apprécier, depuis, les résultats des efforts continus des hommes d'intelligence et d'énergie qui, pour la plupart, ont leur place dans cette assemblée, et se sont voués à l'étude des questions économiques, déjà en bonne voie de solution, auxquelles est intimement lié l'avenir de nos Etablissements.

Du développement des relations commerciales que vous avez voulu établir entre ces parcelles isolées du domaine de France et les pays les plus voisins est née une prospérité qui ne s'est pas traduite seulement par une juste augmentation des fortunes privées, mais aussi par une amélioration des ressources financières du budget local de Tahiti et Moorea, les recettes de douane et d'octroi de mer s'accroissant en raison directe du mouvement d'affaires ainsi déterminé.

Je m'associerai, croyez-le bien, à vos efforts pour poursuivre l'œuvre du développement économique de cette colonie, sans jamais perdre de vue l'expansion de nos idées françaises qui doivent en tous points y prévaloir, faisant le meilleur accueil à toute initiative honnête, tenant la main à ce que l'Administration locale soit avant tout agissante, mais je ne manquerai pas, non plus, au risque de vous paraître un peu fâcheux, de vous dire très nettement quel

est mon sentiment sur les côtés faibles du système financier de ces Etablissements.

Tout en reconnaissant que les recettes du budget de Tahiti et Moorea vont en augmentant avec les importations, je dois vous signaler l'incertitude de ces ressources et l'inégalité des impôts d'où nous les tirons. Ils pèsent, en effet, trop lourdement, sur une partie seulement de la population qui se plaint du prix, forcément très élevé, des objets ou denrées provenant de l'extérieur, par suite de la majoration due aux droits à l'entrée.

Aucun de vous, d'ailleurs, ne peut ignorer l'aléa qui pèse sur notre système budgétaire.

Ce budget dont la plus grande partie des recettes consiste en produits de droits de douane et d'octroi de mer, dont le quantum peut varier du tout au tout suivant les mouvements du port de Papeete, dont les rentrées sont suspendues à la marche plus ou moins régulière de paquebots que peut arrêter toute mauvaise surprise de nature à nous isoler, telle l'apparition — cela s'est déjà vu — d'une maladie épidémique dont il faudrait nous défendre contre les centres commerciaux avec lesquels nous sommes le plus en relations, ce budget, dis-je, n'est pas un fonds commun sur lequel nous puissions compter normalement. J'ajouterai que la nature même de ces recettes, dont la réalisation ne s'effectue qu'au fur et à mesure que s'écoule l'exercice, paralyse tous nos efforts au commencement de cet exercice, au moment favorable pour entreprendre les travaux publics les plus utiles.

Cette situation qui me préoccupe depuis mon arrivée dans la colonie, m'a amené à vous demander de doter notre budget de nouvelles ressources d'un rendement sûr qui nous permettraient peut-être, si le principe en était adopté, d'alléger un peu les taxes qui grèvent les marchandises à l'importation, quand nous aurions eu le temps d'étudier mûrement

la question, et qui d'autre part nous donneraient le moyen de parer, sans incertitudes, aux grosses dépenses que nous avons prévues pour 1902, abondant d'ailleurs dans vos vues les plus libérales. — Ces dépenses n'auront, en effet, d'autre objet que d'améliorer l'outillage économique de la colonie, d'y étendre dans la plus large mesure l'instruction publique, vrai moyen de franciser le pays, et de compléter le réseau des lignes de navigation qui desservent nos établissements si étendus. Je ne doute pas que nos grands armateurs français s'intéressent bientôt au fonctionnement de ces lignes pour le moment entre des mains étrangères, et en régularisant ce fonctionnement, vous ne pourrez qu'appeler davantage leur attention, malgré les distances, sur la situation de ces archipels où nous avons à tout jamais planté notre drapeau.

J'aurais voulu, en dehors des autres dépenses d'intérêt général prévues au budget que vous allez avoir à examiner, inscrire à ce même budget pour 1902 un crédit assez important, qui nous eût permis de nous enrichir en payant partie de nos vieilles dettes à la Caisse agricole, mais cela m'a été impossible. J'aurais désiré, également, pourvoir la colonie d'une ligne téléphonique devenue indispensable pour relier le chef-lieu aux divers districts de Tahiti, mais l'impérieuse nécessité d'équilibrer le budget en proportionnant nos dépenses à nos ressources m'a entraîné à une réduction à peu près certaine, mais encore obligé à renoncer à ce projet.

Nous ne parviendrions à avoir un budget établi sur des bases stables, assez largement doté pour nous laisser la liberté de liquider un arriéré que nous avons tous à cœur de voir disparaître, et aussi la pleine faculté d'aller de l'avant, de progresser en tous points, qu'en créant des taxes à rendement sûr, d'un taux assez modeste pour ne pas peser sensiblement sur les contribuables et d'une équité telle que personne ne puisse de bonne foi les juger vexatoires.

Je n'ignore pas les difficultés auxquelles s'est déjà, à diverses reprises, heurtée l'Administration locale en demandant au Conseil général d'établir dans cette colonie l'impôt foncier, le plus juste de tous les impôts, et qui existe partout; mais ces difficultés qui résident surtout dans le mode d'application de la taxe, disparaîtraient complètement si vous acceptiez les propositions que vous présentera M. le Secrétaire Général relativement à un impôt qui frapperait le produit même de la terre et tiendrait lieu d'impôt foncier, comme aux Antilles.

Le droit de sortie sur la vanille ou taxe à l'exportation sur la vanille que nous soumettons à votre étude inscrai et autre, en effet, qu'un droit représentatif de l'impôt foncier, analogue aux droits de sortie qui alimentent en grande partie les budgets locaux de la Martinique et de la Guadeloupe et remplacent l'impôt foncier pour les terres consacrées aux cultures les plus rémunératrices de ces îles. Il est à remarquer qu'à la Martinique l'impôt foncier atteint en outre dans la proportion de 7 0/0 du revenu net les autres propriétés immobilières exploitées, bâties ou non bâties. Les propriétés bâties sont également grevées de l'impôt foncier à la Guadeloupe.

Pour le moment nous n'appelons votre attention, en ce qui concerne Tahiti et Moorea, que sur le principe d'une taxe atteignant, à défaut de la terre elle-même, le produit le plus riche de leurs cultures, la vanille; elle nous paraît essentiellement juste et son taux serait vraiment bien peu élevé, eu égard à la valeur sans cesse croissante du produit.

Cette taxe aurait, en outre, comme conséquence, de faire très équitablement participer aux dépenses locales les indigènes, Français comme nous, et à peu près seuls propriétaires des terres de Tahiti et Moorea. Il est à remarquer que jusqu'à présent les Européens ont supporté ici la plus

lourde part des charges de la colonie, en payant la majeure partie des droits d'importation sur les produits dont ils font un constant usage, tandis que les indigènes ont des biens fonciers qui demeurent *imposés* et leur fournissent les principaux éléments de leur existence.

Outre le projet de taxe sur la vanille, M. le Secrétaire Général vous donnera connaissance de deux autres propositions tendant à imposer les voitures et bicyclettes. Ces taxes seraient d'ailleurs d'un taux très minime.

La nouvelle que M. le Ministre m'a transmise par cablogramme du 21 octobre, reçu tout dernièrement par le dernier courrier et qui vient modifier nos prévisions de recettes après que nous avons déjà arrêté le projet complet du budget de 1902, rend à peu près indispensable le vote de ces nouveaux impôts. La commission du budget a abaissé de 260 à 240,000 fr. le chiffre de la subvention demandée par le Département au Parlement. Vous apprécierez.

Passant à un autre ordre d'idée, en dehors des préoccupations que nous suggère notre régime financier proprement dit, je tiens à vous mettre au courant, Messieurs les Conseillers généraux, des efforts que j'ai faits, aidé, je le reconnais, par les indications de plusieurs membres de cette assemblée pour tâcher de solutionner quelques-unes des questions touchant soit à la colonisation, soit à l'industrie de la pêche des nautes qui intéressent tant et tant aussi bien les Européens que les indigènes habitant ces îles. Le vœu des établissements français de l'Océanie dépend surtout, en effet, du développement rationnel de ses deux sources naturelles de leurs richesses propres : productions du sol, productions de la mer.

Les premières doléances qui me sont parvenues quand j'ai visité les districts de Tahiti, avaient trait à la situation des cultivateurs de vanille qui réclamaient de l'Administration une protection devenue indispensable pour garantir les

produits de leurs propriétés contre des vols devenus si fréquents que les plus travailleurs d'entre eux paraissent découragés. Je n'ai pas en grand mérite à leur donner un commencement de satisfaction en envoyant sans retard au Département un projet de décret en partie calqué sur la réglementation en vigueur à la Réunion, réglementation dont j'ai pu, sur place, apprécier les effets essentiellement pratiques.

Ce projet de décret nous reviendra bientôt, je l'espère, revêtu de la signature du Président de la République. Je n'ai éprouvé aucune hésitation à adopter pour Tahiti les règles de surveillance et de police déjà établies à la Réunion parce que leur facilité d'application à nos Etablissements océaniques m'a été démontrée par la simple lecture de l'intéressant rapport rédigé sur la question par la Chambre d'Agriculture déjà consultée.

Je n'oublie pas qu'à côté de la protection que sollicitent les cultivateurs de vanille pour vaquer en toute sécurité à leurs travaux et recueillir leurs récoltes entières, se place le besoin urgent d'améliorer ce produit par une préparation moins rudimentaire, plus conforme aux progrès accomplis dans nos autres colonies, et qui lui donnerait certainement une plus-value considérable sur les marchés d'Europe.

Je serais heureux de pouvoir contribuer personnellement à faire progresser la préparation des vanilles à Tahiti en amenant un préparateur sérieux de la Réunion à s'établir ici. Je suis prêt à agir en ce sens, auprès des amis que j'ai gardés dans cette colonie, pour renseigner sûrement la Chambre d'Agriculture sur le mérite des candidats qui ne manqueront pas de se présenter, si votre Assemblée se montre prête à favoriser cette idée.

Il nous faudrait ici, pour guider les préparateurs de vanille, un praticien éprouvé, capable de rendre des services immédiats à ce pays où la précieuse liane couvre déjà tant



d'hectares et donne pour Tahiti et Moorea un rendement moyen de 70 à 80 tonnes par an.

Ce ne sont certes pas les qualités de la terre qui font, d'une manière générale, défaut aux colons tahitiens ; ce sont les hommes d'expérience qui manquent pour leur apprendre à en tirer le meilleur parti. Aussi me suis-je empressé de suivre le désir exprimé par le Conseil général dans sa dernière session ordinaire, de novembre 1900, dès qu'il m'a été signalé, en demandant au Ministre des Colonies, comme Directeur de l'Agriculture, un naturaliste dont la bonne réputation nous est connue, parfaitement au courant des cultures tropicales, et avant tout pratique. J'espère, Messieurs les Conseillers généraux, que pleine satisfaction pourra vous être donnée sur ce point.

J'ai eu également l'occasion de saisir le Département de la question de l'utilisation du domaine acquis à Atimaono par la Caisse Agricole et réservé à la colonisation, où vingt colons pourraient être installés sur des concessions de 5 à 6 hectares dans les conditions que vous savez. Quatre lots seulement de ces terrains ont été concédés à des colons possédant un petit capital.

On m'assure que deux d'entre eux renoncent à poursuivre leurs travaux et vont céder, très avantageusement d'ailleurs, leurs concessions, mais les raisons personnelles qui les poussent à se retirer ne sont pas de nature à décourager ceux de nos compatriotes qui se décideront à quitter la France avec l'intention ferme d'arriver à faire leur vie ici, en travaillant de leurs mains pour commencer.

Ce sont des colons comme ceux-là qu'il nous faut avoir à l'avenir où les débuts sont durs parce que la vie matérielle y est devenue coûteuse, que la main d'œuvre indigène est rare, qu'il est, en un mot, nécessaire de s'ingénier beaucoup pour triompher des premières difficultés d'installation.

Ici, moins qu'ailleurs, en l'éloignement de Tahiti, nous



ne pouvons recevoir de la Métropole ces colons amateurs dont le rapatriement aux frais de la colonie s'imposerait à bref délai ; aussi ai-je demandé à M. le Ministre des Colonies de vouloir bien donner des instructions au service de la colonisation pour que les demandes qui pourraient lui être adressées concernant les concessions d'Atimaono fussent instruites avec toute la vigilance voulue.

Qu'est-il arrivé ? C'est que ces précautions indispensables ont étouffé dans l'œuf les vagues aspirations qu'avait pu faire naître le romantisme contemporain dans l'imagination de quelques-uns de nos compatriotes de la Métropole dont la pensée avait flotté jusqu'à vers notre île lointaine.

Les mirages de la légende tahitienne se sont aujourd'hui à tout jamais évanouis ; on sait qu'avec une grosse dose d'énergie et pas mal d'argent l'Européen peut s'établir dans ce pays et arriver à l'aisance, mais ces deux conditions sont nécessaires au colon, à moins que le nouvel arrivé, idéaliste à la nature sentimentale, aux conceptions simplistes, ne veuille se contenter de la case en feuilles de cocotier tressées et du fœi de nos montagnes qu'il aurait d'ailleurs beaucoup de mal à aller quêcher.

Les indigènes eux-mêmes commencent à prendre une autre idée de l'existence et de la vie matérielle ; ils comprennent maintenant, dans les districts les mieux cultivés de Tahiti, les agréments du confortable, et la maisonnette en bambou au bord de l'eau fait place pour eux à des maisons du style colonial le plus coquet. — Une simple promenade du côté de Papara suffit pour nous faire saisir cette transformation.

Mais revenons à nos colons d'Atimaono.

Nous n'en avons pas reçu un seul nouveau cette année.

J'ai signalé au Département, dès le mois d'août dernier, cette abstention d'immigrants de la Métropole à Tahiti, en lui disant que j'avais, par contre, reçu un certain nombre

de requêtes de personnes habitant déjà nos Etablissements océaniques et désireuses de se fixer à Atimaono.

J'ai dû, de prime abord, écarter ces demandes parce que les terres d'Atimaono ont été achetées en principe pour favoriser la venue de colons de France, mais je ne saurais les laisser plus longtemps improductives.

S'il faut élargir les règles établies quant à l'origine des colons demandeurs de concessions sur ce domaine, nous les élargirons. Pourvu que ces travailleurs soient citoyens français, qu'ils réunissent les conditions morales et matérielles nécessaires et qu'ils travaillent pour faire œuvre familiale, suivant l'esprit même qui a présidé à l'achat de cette partie du domaine d'Atimaono, c'est tout ce que nous pouvons désirer faute de nouveaux colons et en attendant qu'il en vienne.

En vous parlant de ce domaine acheté à Atimaono par la Caisse agricole pour y faire de la colonisation utile, je suis amené tout naturellement à vous entretenir de cet établissement de crédit public dont nous avons la surveillance, qui fonctionne sous la garantie du Service Local et dont le but premier n'est autre que la protection des agriculteurs. Il me paraît urgent d'introduire des modifications à la réglementation de cet établissement et je dois vous en soumettre les principes.

L'un de moi la pensée de critiquer en quoi que ce soit la direction de notre établissement de crédit, je suis même heureux de reconnaître aujourd'hui, comme je l'ai déjà fait par lettre spéciale, l'honorable Président du Comité directeur de la Caisse agricole, M. le Docteur Chassaniol, qui vient de voir s'achever la durée de son mandat et qui a apporté à cette œuvre un zèle et une abnégation dignes de tous éloges. Si nous avons à corriger, à étendre les règles déjà en vigueur concernant les opérations de la Caisse, c'est uniquement pour lui permettre de vivre et de se développer,

en employant intelligemment ses moyens d'action qui demeurent à ce point stérilisés par suite de précautions dépassant peut-être la mesure utile, que cette situation, si vous partagez ma manière de voir, ne saurait se prolonger davantage.

Les prêts sur caution qui constituaient peut-être la meilleure source d'opérations de la Caisse agricole ont diminué d'une telle façon que j'ai été amené à m'occuper tout particulièrement de cette question. En 1896, ils s'élevaient à la somme de 205,680 francs qui rapportait à notre établissement de crédit 21,413 fr. 05 d'intérêts; cinq ans après, en 1900, ils étaient descendus à 17,610 francs, rapportant 2,529 fr. 75 d'intérêt.

Et d'où vient donc cette baisse considérable dans l'une des branches les plus importantes des opérations de la Caisse agricole? La commission de vérification des comptes de gestion de la Caisse l'a expliqué dans son dernier rapport en date du 19 octobre 1901. Ce résultat est dû à l'application très stricte qui a été faite depuis l'année 1897 de l'article 19, § 2, de l'arrêté du 28 décembre 1895 en ce qui concerne la solvabilité des emprunteurs et des cautions. Cette situation a motivé, dès le 30 mai dernier, des propositions du Comité-directeur à l'Administration supérieure, tendant à donner plus de développement aux prêts à cautions tout en conservant des garanties qui lui paraissent suffisantes et qui seules étaient exigées avant 1897, alors qu'elles reposaient surtout sur la solvabilité notoire de deux cautions présentées par l'emprunteur.

Je n'ai pas à entrer ici dans les détails de la question que vous trouverez fort bien exposée au dossier de l'affaire dans le rapport de M. Chassaniol daté du 30 mai 1901, mais je me fais un devoir de vous demander un vote sur la modification que peut comporter l'arrêté actuellement suivi pour les prêts à caution consentis par la Caisse, car

les restrictions apportées à ce genre d'opération en 1897 sont dues aux décisions prises par votre Assemblée elle-même.

Le système des avances faites sur les produits en consignation par la Caisse agricole demande également à être examiné et même à être régularisé car il n'est pas prévu par les règlements de la dite caisse sous la forme employée actuellement. Aux termes de l'article 15 de l'arrêté du 21 décembre 1895, les prêts sur nantissement ou connaissements de produits agricoles ne peuvent excéder la moitié de la valeur des dits produits appréciée par une commission spéciale. Le connaissement de chargement doit en outre être remis au Secrétaire-Trésorier avec une traite du propriétaire sur le destinataire égale au montant du prêt augmenté de 6 0/0.

Ces formalités trop compliquées pour les indigènes ont fait place dans la pratique à un système d'avances beaucoup plus simple qui permet de leur donner tous les avantages de la vente de leurs produits, de la vanille notamment, sur les marchés d'Europe. Une commission de 5 0/0 dont le taux a été fixé par le Comité-directeur le 4 août 1897 est perçue sur le produit net des ventes une fois opérées. Vous aurez à donner votre sentiment sur cette manière de faire qui exige l'abrogation de l'article 15 de l'arrêté du 21 décembre 1895 et son remplacement par un texte nouveau.

J'appelle enfin toute votre sollicitude sur la situation faite à notre établissement de crédit par les dépôts effectués à la caisse, lesquels s'élevaient au 31 décembre 1900 à la somme de 452,051 fr. 45 et qui constituent une lourde charge de cet établissement quoique le taux de l'intérêt servi aux déposants ne soit que de 2 0/0, parce qu'elle demeure sans emploi.

Nous devons dans ces conditions, favoriser comme je vous le disais tout à l'heure, le développement des prêts à

caution à courte échéance, les seuls qui de l'avis même de la dernière commission de vérification des comptes de gestion de la Caisse lui permettent d'utiliser sans danger de perturbation pour ses opérations, les fonds provenant de dépôts qui peuvent être retirés soit à vue, soit à un délai très court, selon leur importance, par leurs déposants.

Vous estimerez, sans doute, comme moi, qu'une partie de cette encaisse, jusqu'à présent immobilisée, devrait être placée en rentes sur l'État qui constitueraient pour la Caisse agricole un revenu notable, en diminuant par là même ses charges. Je suis prêt à modifier en ce sens l'arrêté organique de notre établissement de crédit, si vous partagez cette manière de voir.

J'ai cru devoir m'étendre aujourd'hui sur ces questions concernant la Caisse agricole, quelle que soit leur spécialité, parce qu'avec vous, je suis avec le plus vif intérêt le développement vraiment remarquable que prennent dans ce pays les cultures tropicales, celle de la vanille surtout, et qu'au développement des richesses naturelles de ce sol si merveilleusement fertile est intimement liée la question de la protection à donner, aussi large que possible, aux colons d'initiative, Européens ou indigènes, qui travaillent à faire de ces îles des colonies de production, de vrais centres agricoles.

Il me reste, après vous avoir parlé des questions qui doivent davantage vous préoccuper au point de vue des intérêts agricoles du pays et de l'établissement de crédit créé pour leur venir en aide, à vous dire ce que j'ai pu tout au moins projeter déjà pour hâter la solution de celles depuis longtemps pendantes qui touchent à la pêche et au commerce des huîtres perlières. Je n'ai pas à entrer ici dans l'examen scientifique des causes qui ont pu amener l'appauvrissement des lagons des Tuamotu; elles sont multiples, assez mal définies encore et demandent à être nettement

spécifiées par un homme ayant assez de compétence en la matière pour que nous puissions y apporter en tous points un remède efficace. Mais il demeure dès maintenant bien établi que les mesures de protection prises jusqu'à présent pour assurer le repeuplement de nos lagons des Tuamotu et des Gambier ne correspondent pas aux conditions réelles dans lesquelles s'effectue la reproduction des pinctadines et et que la réglementation actuelle, faite dans le but d'enrayer l'épuisement des lagons, demeure impuissante, leur état ne se modifiant pas sensiblement.

L'interdiction de plonge (ou *rahu*) imposée dans un certain nombre d'îles pendant trois ans, tandis que la pêche s'effectue dans les autres, en vertu d'un roulement suivi par l'inscription maritime, pour laisser aux jeunes mélécagnines le temps de se former et de grossir, ne suffit pas parce que les sujets demeurant au fond du lagon après la plonge sont trop rares pour que la reproduction du précieux mollusque s'opère facilement. Il faudrait, pour assurer le repeuplement des lagons naeriers, y procéder méthodiquement par la culture artificielle conduite pratiquement par des agents dévoués que guiderait un naturaliste vraiment instruit de ces questions et décidé à passer quelques années dans ces îles. Si ces créations de véritables parcs à huîtres parlières, devra correspondre un service de surveillance bien organisé. Tout cela demande beaucoup d'argent, et malheureusement les recettes du budget des Tuamotu ne sont pas brillantes (quoiqu'on puisse en douter). Je n'ignore pas que le déficit constant de ce budget pour cet archipel sur les prévisions budgétaires de l'exercice, est dû surtout à la pauvreté des lagons qui étaient ouverts à la plonge pendant la dernière campagne, mais il ne reste pas moins certain que le commerce des nacres aux Tuamotu, qui passaient pour les plus riches de toutes nos îles, est en décroissance notable.

L'Administration fera tout ce qui lui sera possible de



faire pour doter rapidement les Tuamotu du personnel capable de mener à bien et de surveiller l'œuvre du repoplement des lagons, mais il sera indispensable que le budget de Tahiti, d'ailleurs intéressé directement à la question, puisque nous lui abandonnons l'ensemble des droits d'octroi de mer et de douane perçus sur les nacrés ici même, vienne au moment voulu au secours de celui des Tuamotu pour favoriser la formation de ce service des pêches qui s'impose.

A côté du *rahu* ou interdiction temporaire de la plonge pour les lagons récemment exploités se place dans notre réglementation locale sur la pêche des nacrés, une mesure de protection qui menace, paraît-il, de devenir dans la pratique tout à fait ruineuse pour le commerce et dangereuse pour la conservation même des dépôts nacrés situés dans de grandes profondeurs dépassant celle de 18 mètres au maximum où se risquent les plongeurs à nu. Je veux parler de l'interdiction de l'usage du scaphandre qui a été édictée dans le but louable de remédier à l'appauvrissement des lagons et qui aurait au contraire pour résultat de laisser improductives des mines de richesses très appréciables, d'étouffer des couches épaisses de nacrés, agglomérées sur les bas-fonds.

Ce ne sont pas ces nacrés arrivées à leur développement normal qu'il faudrait tant protéger qu'elles en mourant, mais bien plutôt ces pintadines de très petite dimension que l'on ne craint plus de pêcher en sacrifiant l'avenir pour un gain présent des plus réduits.

Il n'est que temps de compléter le décret de 1890 pour arrêter ces ravages, couper court à cet égoïsme vraiment coupable.

La prohibition trop absolue du scaphandre aux Tuamotu, comme toutes les mesures extrêmes, serait donc



devenue plutôt nuisible; elle aurait pour conséquence immédiate une déperdition de biens, un arrêt dans les affaires de ces îles et, informé de cette situation, je n'ai pas manqué de mettre la question à l'étude. Dès que la commission technique à laquelle j'en ai confié l'examen m'aura fait connaître ses conclusions, j'agirai. Je puis vous assurer, dès aujourd'hui, que mes résolutions seront conformes aux intérêts combinés de l'industrie de la pêche et du commerce. Les nouvelles règles qui seront adoptées à brève échéance ne nuiront d'ailleurs aucunement aux indigènes des Tuamotu qui pratiquent la plonge à nu et vivent de ce travail, en y dépensant une somme d'énergie et d'audace qui ne peut que leur mériter la sympathie et la protection du Gouvernement.

Aux Gambier, l'industrie de la pêche des naeres n'est pas seulement en décroissance comme aux Tuamotu; elle est morte, ou à peu près, faute de plongeurs, et nous voulons tâcher de la faire revivre. Il faut avant tout, pour rendre quelque prospérité à ce malheureux archipel où l'on ne rencontre plus guère que des malades, essayer de le ranimer, de le repeupler.

Cette situation lamentable ne date pas d'hier. Je l'ai constatée et notée dans des études sur l'Océanie française écrites en 1881. J'avais été frappé dès lors de l'aspect de nécropole que présentait Mangareva avec son village rempli d'habitations désertes, faites de blocs de coraux blancs qu'envahissaient intérieurement lianes et épines entrelacées, sans qu'aucun être vivant vint à mes yeux animer la solitude de ces mamères de tombeaux. Le nombre de plongeurs valides, de race mangarévisienne, au dire des personnes qui connaissent le mieux ces îles et que j'ai pu consulter, ne dépasserait pas actuellement 40 à 50; la situation de ces pêcheries dont la production est tombée en dix ans de 300 à 50 tonnes n'est que la résultante de la

dépopulation en même temps que celle d'une interprétation trop étroite des règles qui y président à la plonge. Vous n'ignorez pas en effet que le code spécial promulgué en 1881 renfermait une disposition donnant en principe aux seuls Mangarévien le droit de pêcher sur les bancs de corail de leur archipel. Quand les lois françaises, sur la demande même du Grand conseil mangarévien furent substituées au dit code en 1887, l'un de mes prédécesseurs, M. Lacaze de Mijoux, consentit en principe à maintenir en faveur de la population des Gambier cette prérogative si particulière, en spécifiant cependant dans un arrêté du 28 juin 1887 que des autorisations spéciales pourraient être accordées à titre temporaire à des pêcheurs autres que des Mangarévien pour faire la plonge dans ces lagons. Puis vint le décret du 31 mai 1890 qui ne fait aucunement mention du privilège des Mangarévien et applique simplement à tous nos Etablissements en matière de pêche les principes adoptés en France et dans nos autres colonies, en la laissant libre pour tous les citoyens et sujets français.

Malgré ce décret, les Mangarévien s'appuyant sur une réserve introduite dans la délibération de leur Grand conseil, le 9 juin 1887, au moment où il discutait l'adoption des lois françaises, soutenaient jusqu'à ces derniers temps leurs prétentions au droit exclusif à la plonge comme *habitants de Mangareva*, terme d'ailleurs employé dans l'arrêté du Gouverneur du 21 juin de la même année, et c'est ce terme *habitants de Mangareva* dont nous allons mieux définir la portée en l'étendant, afin de permettre aux Français, européens ou indigènes des divers archipels, qui voudront se fixer aux Gambier et y acquérir des propriétés, de renouveler dans ces parages l'industrie de la plonge ; sans quoi elle y passerait bientôt à l'état de mythe.

On me dira peut-être qu'il m'eût été facile d'augmenter déjà le nombre des plongeurs aux îles Gambier en multi-

pliant les autorisations spéciales qui peuvent être accordées par le Gouverneur aux habitants des autres établissements français de l'Océanie en vertu de l'article 6 de l'arrêté du 28 juin 1887, mais je n'ai pas voulu avoir recours à ce moyen parce que je le crois contraire aux intérêts bien compris des Mangaréviens. Ces autorisations temporaires données à des plongeurs, Tuamotu et autres, étrangers à leurs îles, leur sont très préjudiciables. J'insiste sur l'expression *temporaire*.

Les Mangaréviens, en effet, sont les premiers à se plaindre de ce que les indigènes des autres îles qui viennent plonger dans les lagons des Gambier en vertu d'autorisation d'une durée limitée, emportent, en retournant dans leurs foyers, les produits de leur pêche et ne dépensent pas sur place l'argent qu'ils gagnent ainsi en travaillant chez eux ; ils se plaignent en un mot de ce que ces plongeurs, étrangers aux Gambier, n'y ayant aucun intérêt stable, ne contribuent en rien aux charges non plus qu'à la prospérité de l'archipel mangarévien.

Il est à noter, en outre, que ces nomades appelés à passer seulement quelques mois aux Gambier sans y amener avec eux leurs familles apportent souvent dans ces malheureuses îles, déjà si éprouvées, des éléments nouveaux de corruption physique et morale.

Je tiens donc compte de ces doléances des Mangaréviens, en donnant le moins ou moins d'autorisations temporaires pour la pêche aux Gambier et, avec leur consentement même, en accordant le droit de plonger aux citoyens ou sujets français européens ou indigènes, qui résideront déjà depuis un certain temps dans ces îles ou qui y auront acquis des propriétés, manifestant ainsi très nettement l'intention d'être « habitants de Mangareva ».

J'aurais déjà pris dans ce sens une décision conforme à

l'esprit du décret du 31 mai 1890 et abrogeant toutes dispositions contraires, si je n'avais tenu, vu le respect que je dois aux engagements pris par mes prédécesseurs à l'égard des indigènes dans les divers traités d'annexion, à prendre l'avis même du Grand Conseil Mangarévien avant de signer aucun arrêté modifiant celui de 1887. Mais, comme mon projet est entièrement conforme aux intérêts des quelques Mangaréviens qui survivent encore et ne peut qu'aider au repoplement et au relèvement commercial des Gambier, le résultat de cette consultation que j'attends ne peut pas être douteux.

J'ai saisi l'occasion de vous entretenir aujourd'hui, Messieurs les Conseillers généraux, des questions qui ont le plus retenu mon attention dans les matières économiques ou commerciales intéressant l'ensemble de nos établissements, car les progrès des uns ne peuvent que profiter aux autres. Je sais que vous partagez tous mes idées sur ce point : à savoir que nos Etablissements français de l'Océanie ne sont pas de pures colonies de luxe, pour me servir d'une expression dédaigneuse dont on use parfois à leur égard, mais bien des possessions utiles, naturellement bien dotées, et dont le mouvement d'affaires ne peut aller qu'en s'élevant rapidement pour peu que nous ayons la volonté et la hardiesse de le stimuler et de le soutenir comme il convient.

Vous pouvez compter sur tout mon dévouement au pays dans cette œuvre si vivante, si pleine d'intérêt ; mais rappelez-vous ce que je vous disais en débutant : Nous ne ferons rien avec l'esprit de fuite, avec l'assurance du lendemain bien nécessaires à qui veut aller droit son chemin, si notre système financier ne s'étaye pas sur des bases plus certaines, sur des ressources plus fixes, moins soumises à des fluctuations commerciales qu'un événement extérieur, absolument imprévu, peut entraîner à notre grand détriment. Il vous appartient de secourir sincèrement les efforts

de l'Administration en examinant sans parti pris les études que vous soumettra M. le Secrétaire Général à ce propos, en même temps que le projet de budget pour l'exercice 1902.

Messieurs les Conseillers généraux, je déclare ouverte votre session ordinaire de Novembre :

*Vive la France !*

*Vive la République !*

*Vive la Colonie !*

M. Viénot, Président d'âge :

« La majorité du Conseil est prête à donner tout son concours à l'Administration, car la prospérité et la bonne gestion des affaires du pays dépendent en grande partie, nous en sommes convaincus, de l'unité de vues, de l'entente féconde qui doivent exister entre les pouvoirs publics.

Il est procédé à la nomination du bureau au scrutin secret.

Le dépouillement des bulletins donne les résultats suivants :

Membres présents : 5.

Président : M. Bonet. . . . . Unanimité.

Vice-Président : M. Goupil. . . . . 4 voix.

id. M. Viénot. . . . . 1 —

Deux Secrétaires : M. Ahane. . . . . Unanimité.

M. Droulet. . . . . id.

En conséquence, sont élus :

Président : M. Bonet.

Vice-Président : M. Goupil.

Secrétaires : MM. Ahane et Droulet.

Le Président a appelé M. Goupil, en l'absence de M. Bonet, malade, à prendre le fauteuil de la Présidence que lui cède le Secrétaire Général pour se placer au bureau de l'Administration.

M. Droulet, seul secrétaire présent, siège à la droite du Président.

PRÉSIDENCE DE M. GOUPIL.

M. Goupil. — « En prenant place au fauteuil de la Présidence, je dois vous exprimer mes regrets de ne pas voir parmi nous, notre collègue et sympathique ami M. Bonet que des raisons de santé